



RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2025

REÇU EN PREFECTURE

le 21/01/2025

Application agréée E-legalite.com

21_RP-091-259102457-20250120-2025_03-DE

| | | |
|---------|--|----|
| 1 | Cadre réglementaire | |
| 2 | Introduction | 6 |
| 3 | Le cadre légal | 6 |
| 4 | La Zone Euro. | 7 |
| 5 | La France. Avenirs et perspectives..... | 7 |
| 6 | Le SMOYS | 8 |
| 7 | L'année 2024. Rétrospectives..... | 9 |
| 7.1 | L'analyse rétrospective du budget de fonctionnement réel | 9 |
| 7.1.1 | Les dépenses de fonctionnement | 9 |
| 7.1.2 | Les dépenses de reversement | 10 |
| 7.2 | Les recettes de fonctionnement..... | 10 |
| 7.3 | L'analyse rétrospective du budget d'investissement | 11 |
| 7.3.1 | Dépenses d'investissement par chapitre | 11 |
| 7.3.2 | Les recettes d'investissement | 12 |
| 7.4 | La situation de la dette | 12 |
| 7.5 | Le personnel..... | 13 |
| 7.5.1 | Le temps de travail..... | 13 |
| 7.5.2 | Les emplois saisonniers / stagiaires | 13 |
| 7.5.3 | Les avantages sociaux..... | 13 |
| 7.5.4 | Formation..... | 14 |
| 8 | Le budget 2025 | 14 |
| 8.1 | Accompagnement des communes | 14 |
| 8.1.1 | Le service d'économie de flux | 15 |
| 8.1.2 | Le groupement de commandes d'énergie | 15 |
| 8.1.3 | Les énergies renouvelables | 15 |
| 8.1.3.1 | Solaire..... | 16 |
| 8.1.3.2 | Méthanisation..... | 16 |
| 8.1.3.3 | Hydrogène et biomasse | 16 |
| 8.2 | Les métiers historiques du SMOYS..... | 17 |
| 8.2.1 | Le contrôle des concessions électricité et gaz | 17 |
| 8.2.2 | L'enfouissement des réseaux | 17 |
| 8.2.3 | Le déploiement des bornes IRVE..... | 17 |
| 9 | La prémaquette du budget 2025 | 17 |
| 9.1 | Les dépenses 2025 | 17 |
| 9.1.1 | De fonctionnement..... | 17 |
| 9.1.2 | D'investissement..... | 19 |
| 9.2 | Les recettes 2025 | 19 |
| 9.2.1 | De fonctionnement..... | 19 |
| 9.2.2 | D'investissement..... | 20 |

| | | |
|------|---|----|
| 10 | Le budget 2025 prévisionnel hors reversements | 21 |
| 10.1 | Dépenses | 21 |
| 10.2 | Recettes..... | 21 |
| 11 | Plan Prévisionnel d'Investissement 2025/2027 | 22 |
| 12 | Conclusion..... | 22 |

REÇU EN PREFECTURE

le 21/01/2025

Application agréée E-legalite.com

21_RP-091-259102457-20250120-2025_03-DE

1 Cadre réglementaire

La loi du 6 février 1992 a rendu obligatoire pour les communes de 3500 habitants et plus la tenue d'un débat portant sur les orientations générales du budget. Les EPCI comprenant au moins une commune de 3500 habitants et plus sont soumis à cette même exigence.

Depuis l'adoption de la loi NOTRe du 7 août 2015, le débat porte sur le rapport retraçant les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels, la structure et la gestion de la dette. L'article D 2312-3 du CGCT détermine le contenu exhaustif de ce rapport. Il doit comprendre :

- Les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la collectivité et le groupement dont elle est membre.
- La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes. Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme.
- Des informations relatives à la structure et à la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

2 Introduction

Même si les acteurs économiques ont intégré les effets des conflits tel que la guerre en Ukraine ou les crises au Moyen-Orient, l'instabilité géopolitique mondiale va, encore en 2025, peser négativement sur la croissance mondiale et encore plus sur celle de la France qui est en plus plombée par une instabilité politique inédite et un niveau de déficit record.

Ainsi il faudra beaucoup de volonté au SMOYS pour continuer sa politique ambitieuse en matière de transition énergétique dans ce contexte morose.

3 Le cadre légal

Publiée au Journal officiel du 30 décembre 2023, la loi de finances pour 2024 comporte de nombreuses mesures qui auront un impact fort sur les finances des collectivités.

Les principales mesures qui auront un impact sur le syndicat sont les suivantes :

- La loi de finances instaure l'obligation pour les collectivités et les groupements de plus de 3.500 habitants de se doter d'un "**budget vert**" (art. 191),

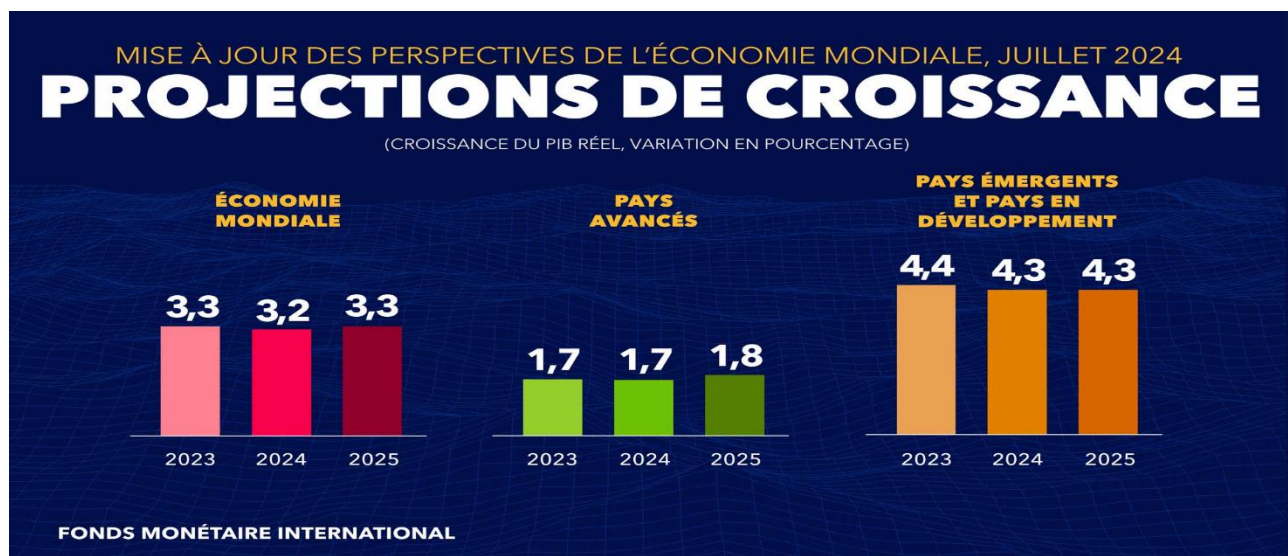
Les collectivités de plus de 3.500 habitants ont aussi désormais la possibilité "d'identifier et isoler" la part de leur endettement consacrée à financer des investissements concourant à des objectifs environnementaux (art. 192), ce que l'on appelle couramment la "**dette verte**".

- Fonds vert de 2,5 milliards d'euros destinés à soutenir les investissements de leurs groupements en faveur de la transition écologique. En prévoyant au sein de cette enveloppe un montant de 500 millions d'euros pour le plan de rénovation énergétique et de renaturation des établissements scolaires.
- La loi de finances pour 2024 prévoit la généralisation progressive, d'ici 2027, à l'ensemble du secteur public local du **compte financier unique** (CFU). Le SMOYS devrait y adhérer d'ici 2026.

En plus de la loi de finances, l'évolution législative et réglementaire ces dernières années conduit les collectivités à de plus en plus investir dans la transition énergétique et oblige le syndicat à se mettre au côté de ses membres pour les accompagner.

4 La Zone Euro.

La croissance mondiale et particulièrement européenne sera encore faible en 2025, proche de celle de 2024.



La faiblesse économique de nos principaux partenaires économiques ne va pas nous permettre de profiter de la “vague” pour stimuler notre propre croissance.

Notre principal partenaire commercial, l'Allemagne traverse elle aussi une période de stagnation économique inédite depuis les années 2000 qui n'est pas aidé par une instabilité politique.

C'est dans ce contexte économique européen incertain que se poursuit la guerre en Ukraine, qui ne montre pas encore de signe de résolution rapide et qui va donc continuer à peser sur l'économie de l'Europe, sans parler du coût humanitaire.

5 La France. Avenirs et perspectives.

Même si la France reste un pays résolument tourné vers l'avenir la transition écologique et énergétique, les perspectives 2025 restent incertaines.

Le PLF 2025 initialement prévu par le « gouvernement Barnier » était relativement modeste dans ses ambitions écologiques dans un contexte économique difficile que traverse le pays.

Avec la chute du gouvernement les perspectives sont incertaines.

Il est à ce jour impossible de faire une prévision fiable de l'économie française sans PLF, même s'il est probable que la croissance française ne dépassera pas les 1% en 2025 (0,9% selon la Banque de France), ce qui en ferait l'un des pires score de la zone euro, pourtant en difficulté.

La faiblesse de la croissance française ne va sans doute pas inciter le gouvernement à mener une politique en faveur des collectivités ; il est tout juste à espérer que l'effort demandé par le nouveau gouvernement sera moins important que celui de Monsieur Barnier pour réduire le déficit public.

6 Le SMOYS

Le syndicat, depuis l'Arrêté Inter Préfectoral (AIP) du 25 octobre 2024, dépasse enfin les 100 communes et approche du million d'habitants !

Déjà largement entamée, nous devons en 2024 et au-delà poursuivre, voire amplifier, notre politique d'accompagnement de nos administrés, de nos collectivités dans les différentes compétences de notre Syndicat.

Nos objectifs à la fois ambitieux et vertueux nous contraignent à un effort important en termes financiers, d'orientations prospectives, d'accompagnement opérationnel, de volonté politique clairement affichée et respectée, au final, une vision d'ensemble partagée.

Les défis 2024 restent toujours à l'ordre du jour et ils sont les suivants :

- Poursuivre le déploiement des bornes de recharge pour véhicules électriques en cohérence avec le nouveau schéma directeur et l'arrivée des nouvelles communes.
- Accompagner les projets d'enfouissement des réseaux électriques des communes.
- Encourager les communes à s'engager résolument dans une politique de réduction des flux.
- Développer notre politique de recherche d'énergies nouvelles renouvelables.
- Poursuivre notre politique d'incitation à l'adhésion des Communes aux contrats de fournitures d'énergie d'électricité et/ou de gaz.
- Renforcer nos équipes tant dans le domaine administratif que technique.
- Garantir notre indépendance financière !

Le maître mot de 2024 était "l'audace" et l'audace il en faudra encore en 2025, compte tenu de la situation économique du pays !

Le budget d'investissement 2025 va ainsi montrer que le SMOYS, à contre-courant, va continuer à investir pour ses communes et la transition énergétique. Depuis 2020, chaque année le SMOYS augmente sa contribution dans l'éco-transition de l'Essonne et 2025 sera, une fois de plus, une année qui va démontrer le rôle essentiel et moteur du SMOYS dans cette transition !

7 L'année 2024. Rétrospectives.

7.1 L'analyse rétrospective du budget de fonctionnement réel

Tableau récapitulatif du budget de fonctionnement

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | estimation 2024 | Evolution brute 2023/2024 |
|------------------|-----------|-----------|-----------|------------|--------------------|---------------------------------|
| Dépenses réelles | 366 467 | 805 340 | 1 675 282 | 1 326 156 | 11 000 000 | +929% |
| Recettes réelles | 1 620 641 | 1 378 053 | 2 347 277 | 10 498 180 | 10 218 457 | -2,7% |

Précision sur le fonctionnement 2024 : une grande partie des dépenses 2024 proviennent du décalage de versement aux communes de la TICFE 2023, financée intégralement par l'excédent reporté 2023 de 8 975 163 € et non intégré dans 10 218 457 €.

7.1.1 Les dépenses de fonctionnement

Comparaison des dépenses entre 2023 et 2024

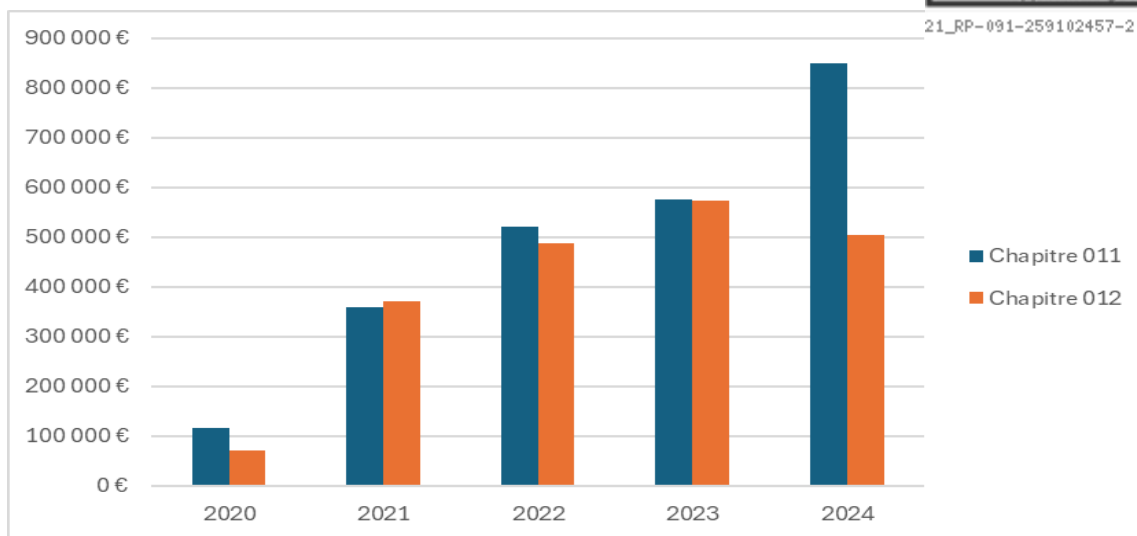
| | 2023 | Estimation 2024 | % du budget de fonctionnement | Evolution 2023/2024 |
|--|---------|--------------------|----------------------------------|------------------------|
| Chapitre 011 : Charges à caractère général | 575 447 | 850 000 | 7,7% | +47,7% |
| Chapitre 012 : Charge de personnel | 573 559 | 505 000 | 4,6% | -11,9% |

Le chapitre 011, dédié aux dépenses courantes de fonctionnement du syndicat, a pour principal vecteur de dépenses la gestion des bornes IRVE. L'année 2024 marque un renforcement du parc IRVE et entraîne mécaniquement une augmentation de son coût de fonctionnement.

Il est à noter qu'une mauvaise facturation de EDF a engendré une augmentation artificielle du chapitre 011 d'un montant de 120 000 € (remboursé par EDF) ; sans cette erreur de facturation, l'augmentation du chapitre 011 auraient été d'environ 26,8% au lieu de 47,7%.

Le chapitre 012 est contenu et se retrouve au niveau de 2023 par la vacance du poste de DGS du SMOYS et ceci malgré le renforcement des postes techniques.

Une partie des postes prévus au budget 2024 restent non pourvus au 31 décembre 2024, faute de recrutement.



7.1.2 Les dépenses de reversement

La particularité du syndicat est qu'une grande partie de son budget de fonctionnement est affectée aux reversements aux communes de redevances et de taxes.

À ce titre, 2024 est une année exceptionnelle, le SMOYS ayant ainsi reversé aux communes

7 900 000 € au titre de la TICFE

520 000 € au titre de l'article 8 et de la R2

67 000 € au titre des recettes ACTEE 2. L'objectif de ce dispositif de la FNCCR est de permettre aux communes intéressées de bénéficier des subventions proposées par le programme pour la réalisation de leurs études en amont du projet :

- Etudes énergétique (audits énergétiques)
- Etude de Maitrise d'œuvre (APS, APD, PRO)

Soit un total de 8 527 000 € !

7.2 Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement du SMOYS sont principalement de 4 ordres :

- Redevances des concessionnaires (R1 et R2 + article 8)
- Redevances des usagers des bornes
- Participation des communes (principalement pour les enfouissements ou pour l'appel au service de l'économe de flux)
- TICFE

| | 2023 | 2024 |
|---|-------------------|-------------------|
| Chapitre 013 Atténuation de charges | 2 845 | |
| Chapitre 70 Produits des services | 231 742 | 312 888 |
| Chapitre 73 Impôts et taxes | 6 838 357 | 7 104 797 |
| Chapitre 74 Dotations et participations | 605 143 | 728 762 |
| Chapitre 75 Autres produits de gestion | 2 804 210 | 2 072 010 |
| Total | 10 498 180 | 10 218 457 |

- Tous les postes de recettes augmentent à l'exception du chapitre 75 qui avait bénéficié en 2023 d'un versement exceptionnel du reliquat de l'article 8.
- Concernant le développement du nombre d'implantation des bornes, comme chaque année, nous avons une augmentation des recettes.
- Les premières demandes de remboursement pour les travaux d'enfouissement ont été envoyées aux communes, d'où les recettes au chapitre 74.

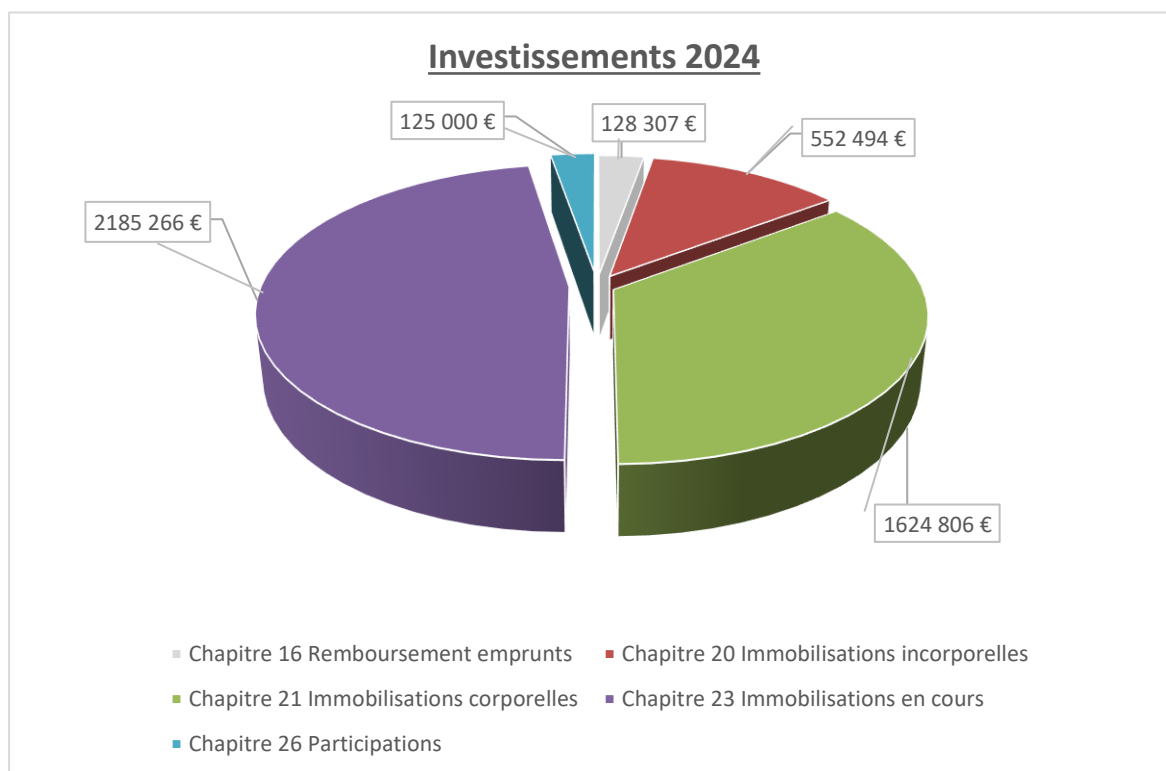
7.3 L'analyse rétrospective du budget d'investissement

Tableau récapitulatif du budget d'investissement

| | 2021 | 2022 | 2023 | Estimation 2024 (hors RAR) | Evolution brute 2023/2024 |
|------------------|---------|---------|-----------|----------------------------|---------------------------|
| Dépenses réelles | 229 031 | 859 829 | 2 493 369 | 4 615 873 | +85,1% |
| Recettes réelles | 570 000 | 300 000 | 904 925 | 1 381 460 | +52,6% |

Pour les recettes d'investissement le chapitre 1068 n'est pas représenté ici, s'agissant d'une affectation des résultats N-1

7.3.1 Dépenses d'investissement par chapitre



Les principaux investissements

| | |
|-----------------------------------|-----------|
| Installation IRVE | 1 016 511 |
| Enfouissement | 2 399 962 |
| Participation à la SEM Energie 91 | 125 000 |

7.3.2 Les recettes d'investissement

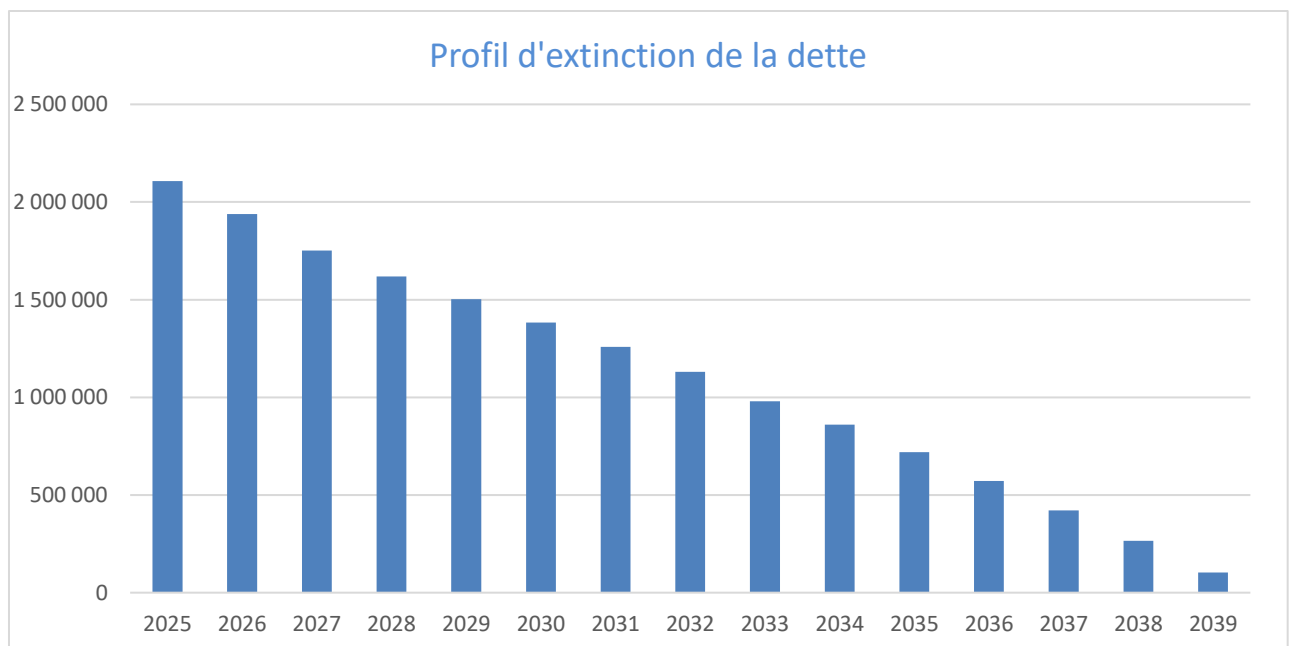
Les principales recettes d'investissements proviennent d'un prêt contracté auprès de la CDC pour 1 000 000 € et de la première tranche de subvention de la région pour les bornes 368 542 €.

7.4 La situation de la dette

Le SMOYS a deux emprunts en cours, un premier contracté en 2017 d'un montant de 750 000 € pour financer le premier déploiement des bornes IRVE sur le territoire et un second emprunt de 985 000 € contracté en 2022 pour financer le second déploiement des bornes IRVE. A cela s'ajoute le nouvel emprunt de 1 000 000 € de la CDC avec une maturité de 15 ans soit 2039 au taux fixe de 3,36%.

L'encours restant au 31 décembre 2024 pour ces deux emprunts se monte à :

| Intitulé | Montant restant en capital au 01/01/2024 | Durée/Année extinction |
|---|---|------------------------|
| 1 ^{er} déploiement des bornes IRVE | 250 769 € | 10 ans/2027 |
| 2 ^e déploiement des bornes IRVE | 985 000 € | 15 ans/2038 |
| Emprunt Transformation Ecologique | 1 000 000 € | 15 ans/2039 |



Les trois emprunts contractés par le SMOYS sont classés A selon la charte Gissler.

7.5 Le personnel

Pour accomplir ses missions, le SMOYS s'est doté d'une équipe d'agents qualifiés, mais en nombre limité. Qualifiés, car les missions d'accompagnement, de contrôle, de déploiement d'IRVE nécessitent une expertise importante, tant technique, qu'administrative et juridique.

Au 31 décembre 2024, le SMOYS compte dans ses effectifs 10 agents, 9 agents permanents (dont 2 emplois à temps non complet) et 1 agent sur emploi non permanent :

- ☐ Pôle finances, marchés publics et juridiques : un Directeur financier
- ☐ Pôle ressources humaines, administration, communication et secrétariat général: une Secrétaire générale, une assistante et un agent technique d'entretien
- ☐ Pôle technique :
 - Enfouissement des réseaux, IRVE : un chef de service et deux techniciens, réseaux de voirie,
 - Bâtiments, efficacité énergétique : un ingénieur économe de flux, un conseiller en énergie partagée et un conseil énergie apprenti.

Des recrutements sont en cours pour un comptable et un technicien.

7.5.1 Le temps de travail

Le temps de travail annuel pour les agents à temps complet est de 1607 heures.

Les heures supplémentaires :

Elles donnent lieu à repos compensateur ou indemnisation.

Une enveloppe de 1 150 euros, soit environ 65 heures, est prévue pour indemniser les heures d'intervention dans le cadre des astreintes du technicien.

7.5.2 Les emplois saisonniers / stagiaires

Une enveloppe de 4 750 euros a été inscrite au budget, ce qui représente l'accueil d'un stagiaire pendant 6 mois.

7.5.3 Les avantages sociaux

- Les tickets restaurant

Le SMOYS a mis en place les tickets restaurant en 2022 et prend en charge 60% de la valeur faciale (10 euros en 2025) d'un titre restaurant, pour toute journée travaillée dans son intégralité.

- La participation aux mutuelles et assurances

La procédure de labellisation a été plébiscitée. En effet, chaque agent est libre de choisir parmi un large panel de contrats labellisés et/ou de conserver son assureur, tant pour le risque santé que prévoyance. Le SMOYS participe depuis le premier janvier 2023 à la protection sociale complémentaire de ses agents, dans le cadre de la procédure de labellisation à hauteur de :

- 25 euros par mois pour le risque santé
- 25 euros par mois pour le risque prévoyance
- Par délibération en date du 13 décembre 2024, le bureau syndical du SMOYS a acté le renforcement de l'action sociale envers les employés du SMOYS avec notamment la mise en

place de l'adhésion au CNAS, les chèques vacances, les programmes de concubinage entre agents et leurs familles. Ces nouvelles missions sont déléguées à l'association « Amicale du personnel du SMOYS ».

7.5.4 Formation

L'élaboration du plan de formation s'est inscrite dans une démarche participative qui a été engagée au sein de chaque pôle, tant au niveau de l'identification et de l'analyse des besoins, que des modalités d'exécution.

Il porte sur trois ans (2023-2025). La priorité a été donnée aux formations relevant du CNFPT, dont la majeure partie est financée par la cotisation versée à cet organisme et ne génère pas de surcoût.

Le recours aux organismes de formation extérieurs est nécessaire lorsque les thèmes abordés sont très techniques, tant en matière d'énergie, que de la sécurité du personnel.

Il pourra également être fait appel aux organismes extérieurs de formation, si les demandes d'inscription faites auprès du CNFPT sont refusées.

Le plan de formation a été établi sur la base des objectifs suivants :

- renforcer la culture collective et exploiter les ressources internes
- renforcer les compétences des agents dans les domaines d'activité du syndicat,
- accompagner les évolutions du syndicat
- intégrer les agents non titulaires dans la fonction publique (préparations aux concours)
- permettre les déroulements de carrière
- assurer la santé et la sécurité des agents

Le SMOYS continuera à mener une politique ambitieuse de formation de ses agents.

En 2024 l'ensemble des agents du SMOYS ont pu participer au moins à une formation. 29 jours de formation ont été dispensés, ce qui représente moyenne 3,22 jours de formation par agent, et plus en détails, 3 jours pour les femmes et 3,29 pour les hommes.

L'objectif de continuer les formations en 2025 est maintenue, et l'enveloppe prévisionnelle est de 10 000 € .

8 Le budget 2025

En 2025, comme en 2024 le SMOYS va poursuivre ses missions qui sont :

- Suivi des concessions ENEDIS et GRDF,
- Enfouissement des réseaux,
- Déploiement et exploitation des bornes IRVE,
- Réduction de la consommation énergétique des bâtiments,
- Développement des ENR,
- Groupement de commandes énergies.

8.1 Accompagnement des communes

Le SMOYS renforce sa politique d'accompagnement des collectivités à travers des missions dont le syndicat possède une forte capacité d'ingénierie interne.

Un nouvel agent a rejoint le pôle Energie notamment pour suivre le programme ACTEE + Chêne dont le SMOYS est lauréat avec le SIGEIF.

Les missions du pôle Energie s'articulent autour des axes suivants :

- Le service d'économie des flux,
- L'accompagnement dans les diagnostics de performance énergétique,
- Développement des ENR,
- La recherche de subventions et aides financières,
- Le groupement de commandes d'énergie.

8.1.1 Le service d'économie de flux

Le service d'économie des flux a connu un vrai essor en 2024 avec 30 communes, petites et grandes, qui ont fait confiance au SMOYS pour un accompagnement technique dans de nombreux domaines, comme l'accompagnement pour les déclarations pour le décret tertiaire, le suivi énergétique...

Aujourd'hui, c'est près de 300 sites qui sont déjà dotés ou en cours d'installation de capteurs thermiques fournis par le SMOYS pour le suivi et la gestion énergétique des bâtiments.

Ces capteurs, en complément de l'étude des consommations énergétiques, permettent aux communes bénéficiaires d'avoir un suivi fin de la consommation d'énergie. Le SMOYS va continuer à suivre ces communes et a pour ambition de doubler le nombre de bâtiments en 2025.

Pour 2025 le SMOYS souhaite maintenir son engagement auprès de ses communes membres en maintenant le prix horaire de l'accompagnement à 50 € !

8.1.2 Le groupement de commandes d'énergie

Pour aider ses communes membres à acheter de l'énergie au meilleur prix tout en évitant les contraintes juridiques et techniques, le SMOYS avait mis en place un groupement d'énergie en 2022.

Une année 2022 très instable sur les marchés de l'énergie dû principalement à la guerre en Ukraine et aux difficultés de EDF de maintenir à plein régime le fonctionnement de ses centrales nucléaires.

L'année 2024 a été bien plus apaisée sur les marchés de l'énergie, même si les prix sont restés sensiblement plus élevés qu'avant la guerre en Ukraine. Ainsi avec un marché de l'énergie plus favorable et l'optimisation provenant du groupement de commandes, les prix obtenus en 2024, pour la livraison d'électricité et de gaz en 2024, le SMOYS a pu obtenir un prix d'achat 2 à 3 fois inférieur à ceux de 2022.

Fort de ce succès, le SMOYS va continuer à proposer ce service, gratuit pour les adhérents aux compétences énergies, à ses adhérents avec le lancement d'une convention de groupement de commande couvrant la période 2026-2031.

8.1.3 Les énergies renouvelables

Le SMOYS continue d'investir dans la lutte pour la décarbonisation de son territoire qui ne peut pas seulement se contenter du mix énergétique actuel même avec une grande réduction de la consommation d'énergie. Que ce soit pour des raisons de pragmatisme économique, d'indépendance énergétique ou de lutte contre le réchauffement climatique, la production d'énergie renouvelable sur le territoire est devenue un enjeu majeur.

Aussi, doté de compétences élargies, le SMOYS va pouvoir se développer dans les nombreux champs de la production d'énergies vertes.

8.1.3.1 Solaire

En 2023, le SMOYS a accompagné la commune du Plessis-Pâté à installer sur la toiture de l'hôtel de Ville des panneaux solaires dans le cadre du dispositif d'autoconsommation collective.

Ce projet est une première en Essonne, et avec l'appui technique et financier du SMOYS, la commune du Plessis-Pâté a pu installer des panneaux qui vont lui permettre de réduire sensiblement sa consommation énergétique sur son hôtel de Ville et les bâtiments publics à proximité.

Les premières estimations font ressortir un retour sur investissement du projet de moins de 10 ans.

Fort de ce succès, le SMOYS a déployé le modèle à d'autres communes de son territoire. Dans le détail, le SMOYS peut accompagner financièrement les communes à hauteur de 30% de l'investissement, dans la limite de 50 000 euros par projet et apporter une aide technique complète, de l'étude du projet à sa réalisation.

En 2024 ce sont 15 communes qui ont rejoint le dispositif d'accompagnement du SMOYS pour l'accompagnement technique et le financement d'installation solaire.

Une enveloppe prévisionnelle de 400 000 € est dédiée à cet accompagnement pour 2025.

8.1.3.2 Méthanisation

L'étude de potentiel sur les possibilités d'implantation de centrales de méthanisation sur l'Essonne réalisée entre 2023 et 2024 a montré des résultats très encourageants pour notre département, soit un potentiel d'installation de 10 projets d'injection biométhane de 100 Nm³/h, et 4 projets d'injection de biométhane de 150 Nm³/h, basé sur des entrants agricoles.

A la lecture de ces résultats, le SMOYS a dès 2024 commencé un travail auprès d'acteurs susceptibles (collectivités, agriculteurs) de participer à des projets de production de biogaz en Essonne pour une mise en service rapide.

Il est prévu que dès 2025 les premières études de faisabilité puissent être menées sur les zones à potentiel, principalement dans le sud Essonne.

Une enveloppe de 40 000 € est prévue pour ces études.

8.1.3.3 Hydrogène et biomasse

En plus du solaire et la méthanisation, le SMOYS travaille sur d'autres sources d'énergie renouvelable comme l'hydrogène vert et la biomasse.

La première énergie comme alternative pour la mobilité propre et la seconde énergie comme l'une des sources d'énergie de chauffe pour les bâtiments, notamment publics.

De premières pré-études sont en cours avec nos partenaires, notamment la région Île-de-France ; ces pré-études sont gratuites.

Une enveloppe de 20 000 € est maintenue pour 2025 s'il devait être nécessaire de faire des études complémentaires.

8.2 Les métiers historiques du SMOYS

8.2.1 Le contrôle des concessions électricité et gaz

Le contrôle des concessions d'électricité et gaz est la première des missions du SMOYS en tant qu'AODE.

Le renforcement des effectifs permet au SMOYS de rendre plus efficace ce contrôle, contrôle qui avait permis au SMOYS de récupérer des sommes non versées par ENEDIS pour des opérations d'enfouissement.

Pour aller plus loin dans le suivi et le contrôle de la concession, à partir de 2025 le SMOYS va s'appuyer sur un cabinet spécialisé pour être accompagné au mieux dans ses missions.

Le SMOYS va continuer à travailler pour défendre au mieux les intérêts de ses communes membres.

L'année 2025 va marquer le début du nouveau contrat de la concession Gaz confiée à GRDF qui aura une durée de 30 ans.

8.2.2 L'enfouissement des réseaux

Depuis 2022, le SMOYS réalise pour les communes membres les travaux d'enfouissement. En passant par le SMOYS les communes non seulement respectent les règles de fonctionnement du syndicat et du contrat de concession, mais en plus leur permet de bénéficier d'un triple avantage :

- Bénéficier de l'expertise du SMOYS au niveau technique
- Une inscription budgétaire limitée ; la commune n'inscrit à son budget que 60% du montant des travaux
- Un interlocuteur unique,

le SMOYS s'occupant de l'intégralité des échanges administratifs avec ENEDIS.

Compte tenu de la montée en puissance de la demande en travaux par les communes, des discussions vont être entamées avec ENEDIS pour élargir l'assiette de l'article 8.

8.2.3 Le déploiement des bornes IRVE

L'année 2024 a marqué le début de la nouvelle vague d'implantation des bornes IRVE, que ce soit au niveau du renforcement du maillage pour les communes « historiques » pour l'équipement des 40 nouvelles communes.

Le SMOYS espère dépasser les 200 bornes d'ici la fin de l'année 2025.

9 La prémaquette du budget 2025

9.1 Les dépenses 2025

9.1.1 De fonctionnement

Hors dépenses de reversement, le budget du SMOYS se décompose comme ceci

Chapitre 011 Charges à caractère général

Les charges à caractère général sont estimées à 820 000 euros pour le 2025.

L'augmentation principale provient des Infrastructures de Recharge de Véhicule électrique (IRVE)

- Une inscription de 450 000 € est prévue au BP 2025 en électricité.
- Les dépenses de maintenance connaissent également une progression importante. Elles passent de 150 000 € au budget 2024 à 200 000 € au budget 2025.

Cette augmentation reflète l'augmentation du nombre des bornes du SMOYS et de leurs utilisations.

A cela s'ajoute les frais des locaux administratifs pour 18 000 €

L'adhésion à la FNCCR, à l'Amorce et à l'ALEC Ouest Essonne pour un total de 35 000 €.

L'augmentation du périmètre du SMOYS nécessite mécaniquement une augmentation du contrôle de la concession Gaz, et les équipes du SMOYS du pôle travaux étant principalement occupées par le déploiement des bornes et des travaux d'enfouissement, il est proposé de faire appel à une AMO pour aider à améliorer le contrôle, notamment financier des concessions. Une enveloppe provisionnelle de 35 000 € sera inscrit au BP 2025.

Le SMOYS reconduit le programme à succès des classes "Watty" devenues les classes "Eco Pousse" avec un budget maintenu à 30 000 €.

Les dépenses courantes d'administration sont fixées à 32 000 € (regroupant achats administratifs, les frais de communication, d'affranchissement, d'entretien véhicules etc.).

Soit un total du chapitre estimé à 820 000 €.

Chapitre 012 Charge du personnel

Les dépenses de personnel passent de 750 000 € au budget 2024 à 800 000 € au budget 2025

L'augmentation du chapitre est de 6,7% en prenant en compte le GVT (2%) et effet année pleine des recrutements 2024.

Chapitre 014 Atténuation de produits

Pour 2025, le reversement de la TICFE est estimé à 6 650 000 €. C'est devenu le premier poste de dépense du SMOYS.

Chapitre 65 Charges de gestion courante

Le chapitre 65, hors dépenses de reversement, reste très contenu comme chaque année.

Fidèle à son engagement de rigueur, le SMOYS continue de limiter au maximum les dépenses, comme celles des indemnités des élus.

Ainsi sont budgétés 120 000 €, dépenses élus, logiciels et autres dépenses courantes incluses.

À cela s'ajoutent les 400 000 € pour l'accompagnement des communes pour l'installation de panneaux solaires.

Le dispositif du fonds de soutien est maintenu et budgété à 50 000 €

Il est rappelé que le reversement R2 est lui neutre pour le budget, et il est estimé à 300 000 €.

Des dépenses diverses du chapitre 65, tel que l'achat de licences informatiques sont estimées à 10 000 €.

Les crédits au BP 2025 du chapitre 65 sont estimés à 880 000 €

Chapitre 66

L'intégration du prêt de la CDC contracté en 2024 fait passer les intérêts d'emprunt de 33 000 € en 2024, à 65 000 € en 2025. Ces montants restent encore modestes au vu du budget du SMOYS et n'emportent aucun risque de dérapage, s'agissant d'emprunt à taux fixe.

9.1.2 D'investissement

En 2025, avec l'arrivée des nouvelles communes, suite à la parution de l'AIP du 25 octobre 2024, le rythme des déploiements des bornes IRVE va s'accroître.

Il est prévu cette année un budget prévisionnel de 1 100 000 € qui devrait permettre de maintenir le rythme initial pour les communes historiques ainsi que la première phase de déploiement dans les nouvelles communes, conformément à la réactualisation du schéma directeur de déploiement des IRVE.

Les travaux d'enfouissement vont continuer, avec deux types :

- ceux réalisés au titre de notre compétence AODE pour 1 200 000 € (200 000 € au chapitre 20 et 1 000 000 € au chapitre 23)
- 1 200 000 € au titre des travaux conjoints d'enfouissement des autres réseaux lors des enfouissements électriques et à la demande des adhérents.

Le troisième pilier des investissements du SMOYS concerne les investissements d'innovation (ombrières solaires), et pour cette année, l'enveloppe est maintenue à 150 000 €

Pour permettre le renforcement du suivi énergétique des bâtiments, l'enveloppe de 40 000 € est reconduite. Le SMOYS souhaite ainsi, continuer à investir pour accompagner les communes vers la sobriété énergétique.

A cela s'ajoute 20 000 euros d'enveloppe générale pour les équipements de fonctionnement des services (informatique, mobilier etc.).

L'enveloppe globale d'investissement, hors remboursement d'emprunt, est de 3 750 000 €.

9.2 Les recettes 2025

9.2.1 De fonctionnement

En tant qu'AODE le SMOYS perçoit de la part des concessionnaires ENEDIS et GRDF des redevances de fonctionnement pour pouvoir contrôler et s'assurer du bon fonctionnement des concessions. Pour 2025 les revenus sont estimés à :

- R1 électricité : 730 000 €
- R1 gaz : 600 000

La compétence IRVE a été pensée pour être en équilibre réel après seulement 9 ans d'exploitation et la montée en puissance de l'usage des bornes.

A l'heure actuelle les revenus sont de deux ordres, la participation des communes pour l'installation des bornes, estimée à 60 000 € en 2025 et les revenus des bornes estimés à 500 000 €.

Soit un total de 1 890 000 euros pour financer les dépenses réelles de fonctionnement hors reversement.

À cela s'ajoutent les recettes permettant de financer les travaux d'enfouissement,

- 40% par ENEDIS
- 60% par les communes.

Les travaux d'enfouissement hors électrique et de voiries en maîtrise d'ouvrage déléguée au bénéfice des adhérents, seront neutres pour le SMOYS, les demandeurs prenant à leur charge 100% des coûts. Au BP 1 200 000 € sont prévus pour ces travaux.

Le SMOYS est une fois de plus lauréat d'un programme ACTEE, ce programme va permettre de financer à 50% un poste de technicien énergie et le financement d'équipement de suivi énergétique.

Enfin les autres recettes sont des recettes destinées à être reversées aux communes.

- R2 provenant d'ENEDIS, estimé à 400 000 € en 2025.
- La TICFE qui sera reversé à 95% aux communes, est devenue la première recette du SMOYS, estimée à 7 000 000 € pour 2025.

Les revenus provenant du pôle énergie (suivi des consommations, remboursement des participations etc.) sont estimés à 40 000 €.

9.2.2 D'investissement

Comme les années passées, le SMOYS va s'efforcer de trouver des financements auprès de ses partenaires, même si la situation économique et budgétaire particulière de l'année 2025 fait craindre une raréfaction des subventions.

Le SMOYS a déjà sécurisé la subvention de la région pour le déploiement des bornes IRVE avec un financement à hauteur de 50%.

De plus la bonne gestion budgétaire du SMOYS lui permet d'avoir des excédents qui permettent de soutenir ses investissements et la capacité d'autofinancement du SMOYS rend le recours à l'emprunt tout à fait envisageable lorsque les investissements sont d'ordre "productifs".

L'inscription budgétaire 2025 pour les recettes d'investissement est :

- Subvention région : 460 000 €
- FCTVA : 80 000 €
- Emprunt : 400 000 € (correspondant aux projets d'accompagnement ENR remboursables) + inscription provisoire de 695 000 d'emprunt d'équilibre en attendant les subventions et les excédents 2024.

10 Le budget 2025 prévisionnel hors reversements

10.1 Dépenses

| | |
|----------------|-----------|
| Fonctionnement | 2025 |
| Chapitre 011 | 820 000 |
| Chapitre 012 | 800 000 |
| Chapitre 014 | 6 650 000 |
| Chapitre 65 | 880 000 |
| Chapitre 66 | 65 000 |
| Total | 9 215 000 |

| | |
|----------------|-----------|
| Investissement | 2025 |
| Chapitre 16 | 190 000 |
| Chapitre 20 | 440 000 |
| Chapitre 21 | 1 310 000 |
| Chapitre 23 | 2 000 000 |
| Total | 3 940 000 |

| | |
|-------------------------------|-------------------|
| Total dépenses réelles | 13 155 000 |
|-------------------------------|-------------------|

10.2 Recettes

| | |
|----------------|------------|
| Fonctionnement | 2025 |
| Chapitre 70 | 500 000 |
| Chapitre 73 | 7 000 000 |
| Chapitre 74 | 2 020 000 |
| Chapitre 75 | 2 000 000 |
| Total | 11 520 000 |

| | |
|-------------------------------|-----------|
| Investissement | 2025 |
| FCTVA | 80 000 |
| Chapitre 13 | 460 000 |
| Chapitre 16 emprunt équilibre | 695 000 |
| Emprunt projets | 400 000 |
| Total | 1 635 000 |

| | |
|--|-------------------|
| Total recettes réelles investissement | 13 155 000 |
|--|-------------------|

11 Plan Prévisionnel d'Investissement 2025/2027

| Dépenses | 2025 | 2026 | 2027 |
|------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Remboursement emprunt | 190 000 € | 190 000 € | 190 000 € |
| IRVE | 1 100 000 € | 1 000 000 € | 1 000 000 € |
| Enfouissement | 2 400 000 € | 1 200 000 € | 1 200 000 € |
| Innovation | 150 000 € | 150 000 € | 150 000 € |
| Capteurs | 40 000 € | 40 000 € | 40 000 € |
| Participation SEM | | 125 000 € | |
| Méthanisation | 40 000 € | 100 000 € | 100 000 € |
| Investissement courant | 20 000 € | 50 000 € | 50 000 € |
| Total | 3 940 000 € | 2 855 000 € | 2 730 000 € |

| Recettes | 2025 | 2026 | 2027 |
|------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| FCTVA | 80 000 € | 300 000 € | 300 000 € |
| Subventions | 460 000 € | 500 000 € | 500 000 € |
| Participation communes | 1 920 000 € | 640 000 € | 640 000 € |
| Participation ENEDIS | 400 000 € | 400 000 € | 400 000 € |
| Autofinancement | 680 000 € | 615 000 € | 490 000 € |
| Emprunt | 400 000 € | 400 000 € | 400 000 € |
| Total | 3 940 000 € | 2 855 000 € | 2 730 000 € |

12 Conclusion.

Alors que l'économie française traverse une zone de turbulences fortes, avec une année 2025 en quasi-récession, le SMOYS maintient son cap et continue à investir massivement dans une transition énergétique dont notre territoire a plus que jamais besoin.

L'actualité météorologique tragique récente nous rappelle à quel point la transition énergétique et écologique n'est pas qu'une simple posture politique mais un besoin vital pour nos concitoyens et le SMOYS y mettra toute sa volonté et toutes ses forces.